Transferts d'armement et gestion des conflits : le cas de la guerre Iran-Irak (Partie 1)

Keith Krause

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/conflits/752>

DOI : 10.4000/conflits.752

ISSN : 1777-5345

Éditeur :

CCLS - Centre d'études sur les conflits liberté et sécurité, L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 17 janvier 1991

ISSN : 1157-996X

Référence électronique

Keith Krause, « Transferts d'armement et gestion des conflits : le cas de la guerre Iran-Irak (Partie 1) », *Cultures & Conflits* [En ligne], 04 | hiver 1991, mis en ligne le 31 décembre 2002, consulté le 30 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/conflits/752> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/conflits.752>

Ce document a été généré automatiquement le 30 mars 2021.

Creative Commons License

Transferts d'armement et gestion des conflits : le cas de la guerre Iran-Irak (Partie 1)

Keith Krause

- 1 Au lendemain de la guerre survenue à la suite de l'invasion du Koweït, le contrôle des exportations d'armes vers le golfe Persique a fait l'objet d'une attention plus marquée. Les conflits qui ont provoqué deux guerres majeures au cours de ces douze dernières années sont sans nul doute profondément enracinés dans la région, toutefois, l'idée selon laquelle les grands fournisseurs d'armes ont contribué à exacerber cet état de fait par des transferts d'armement dans le Golfe¹, s'est largement répandue. Des restrictions portant sur la ventes d'armes ont été envisagées, mais les propositions avancées jusqu'ici ont été rejetées. En février 1991, le secrétaire d'état américain James Baker affirmait "que le temps est venu d'essayer de réduire le flux d'armes à destination d'une région déjà trop militarisée". Toutefois dans une déclaration faite au mois de mars, le Président Bush précisait que le contrôle des armes ne signifiait pas pour les Américains un refus systématique de vendre de l'armement ; le secrétaire à la Défense Dick Cheney annonçait par la suite que le contrôle exercé sur le Moyen-Orient ne porterait que sur les missiles balistiques, les armes chimiques et nucléaires². En dépit d'une apparente contradiction, ces déclarations reconnaissent que la sécurité dans le golfe Persique dépend de plus en plus du niveau d'armement et des transferts d'armes, mais que les états de la région se doivent de répondre à des impératifs légitimes de sécurité.
- 2 Il est plus important encore de constater qu'au regard de ces déclarations il règne une certaine confusion sur le rôle que devraient jouer les transferts d'armes dans les stratégies des puissances étrangères, stratégies visant à atténuer l'impact déstabilisant de ces transferts dans la région. Afin de lever cette confusion, je m'appliquerai à présenter ici l'exemple d'un cas détaillé des tentatives entreprises par des puissances étrangères pour gérer ou résoudre la première guerre du Golfe, celle qui a opposé entre 1980 et 1988 l'Iran à l'Irak. L'invasion du Koweït conséquence directe de cette guerre, et

l'incapacité des puissances étrangères à mettre un terme à ce conflit de huit ans contribua à la destruction de l'Irak que l'invasion du Koweït était censée compenser.

- 3 L'engagement des puissances étrangères dans la guerre Iran-Irak ne fut pas toujours très rationnel et leurs efforts directs pour gérer ou résoudre le conflit ont été, dans une large mesure, marqués par l'échec. Cependant leurs tentatives de mettre fin aux combats ont fait apparaître clairement que les relations basées sur les transferts d'armement pouvaient être l'un des moyens susceptible d'influencer l'orientation de la politique extérieure des clients ou l'issue des conflits. Dès lors, si la manipulation des vannes du commerce des armes n'est pas toujours un outil efficace, son influence reconnue a néanmoins permis de justifier l'établissement et le maintien de relations dans le domaine des transferts d'armes³, en période de conflit.
- 4 C'est uniquement au cours de la dernière année de combats que la diplomatie internationale, par l'intermédiaire de la résolution 598 des Nations Unies, a réussi, finalement, à imposer un embargo militaire à l'Iran. En dépit de l'absence d'un réel consensus sur l'embargo, l'acceptation peu de temps après, par l'Iran, des termes du cessez-le-feu, tels qu'ils étaient énoncés dans la résolution conduisit la communauté à conclure que la menace d'un embargo (combiné à des efforts partiels antérieurs) avait joué un rôle majeur dans la fin de la guerre. Elle constituerait dans ce cas une exception d'importance parmi toute la série des embargos ratés. On pourrait aussi en conclure que l'utilité des relations nées du commerce des armes, en tant qu'instrument de politique étrangère, est relativement importante et qu'à l'avenir, les tentatives de gestion de conflit dans le Golfe devrait s'appuyer sur les transferts d'armement.
- 5 Mon objectif sera de démontrer que cette hypothèse est pertinente mais pas dans le sens communément avancé par les dirigeants ou les experts. Prenant comme point de départ les transferts d'armes, j'orienterai mon étude sur quatre aspects de la relation complexe existant entre ces mêmes transferts et la sécurité régionale dans le Golfe : de quelle façon les manipulations directes des relations basées sur les transferts d'armes ont-elles affecté la conduite de la guerre Iran-Irak ? Quel fut l'impact de la menace d'un embargo sur les armes sur la fin du combat ? Comment les systèmes d'approvisionnement régionaux et globaux ont-ils évolué entre 1980 et 1988 ? Quelles sont les éventuelles possibilités qui permettraient la constitution d'un "régime" de sécurité régionale régulant les transferts d'armement dans le Golfe et garantissant les intérêts des grandes puissances dans la région ? Les questions abordées par cette étude permettront une meilleure compréhension des transferts d'armements effectués lors d'un conflit. L'analyse des conséquences de l'engagement d'une grande puissance dans les conflits régionaux, prolongés peut s'effectuer soit à partir de l'examen des buts que se fixent les différentes parties étrangères, soit au regard des moyens utilisés pour atteindre ces buts ou de l'impact relatif des influences exercées⁴. Je démontrerai ici que de ces trois questions concernant le conflit Iran-Irak, émergent deux conceptions différentes de la nature de l'influence que les puissances étrangères exercent sur leurs clients. L'évolution des transferts d'armes dans la région du Golfe
- 6 Avant 1971, la sécurité de la Péninsule arabe était placée sous la responsabilité des Britanniques, les forces stationnées dans la région étant essentiellement réduites à de petites unités de police au rôle limité, sauf en Iran et en Irak. Ce dernier était client de l'Union soviétique depuis 1958, date à laquelle la monarchie pro-britannique fut renversée. L'Iran, quant à lui, a développé des liens privilégiés avec les Etats-Unis, après la chute du régime de Mossadegh en 1953⁵ et ce, malgré une tutelle partagée

entre les Américains et les Britanniques. Les transferts d'armes débutèrent avec l'établissement de ces liens. L'Iran et l'Irak acquirent la quasi totalité de leurs armes par l'intermédiaire des super puissances dont ils dépendaient respectivement dans les années 60 et 70. L'Irak reçut l'équivalent, environ, de 742 millions de dollars d'armes soviétiques, entre 1964 et 1973, et l'Iran, 670 millions de dollars d'aide militaire américaine entre 1950 et 1966⁶. Les liens unissant les Etats-Unis à l'Arabie Saoudite remontent à la Seconde Guerre mondiale mais les premières acquisitions d'armes américaines par ce pays datent de 1974. En ce qui concerne les autres états du Golfe (Koweït, Bahreïn, Oman, Qatar, Yémen, émirats Arabes Unis), seuls quelques rares achats ont été effectués durant les années soixante, la plupart de ces pays n'obtenant leur indépendance qu'avec le départ du Golfe des Britanniques.

7 Les années 70 témoignèrent en revanche d'une militarisation massive de la région : on estime à 45 milliards de dollars environ le montant des armes transférées dans le Golfe, ce qui représente 18 % de la totalité des transferts. L'Iran et l'Irak acquirent respectivement pour 17 et 14 milliards de dollars d'armes (totalisant ainsi à eux deux 69 % des achats effectués par les pays du Golfe). L'Arabie Saoudite dépensa quant à elle 8 milliards de dollars, les autres états finirent par suivre le mouvement. Notons toutefois que proportionnellement à la population et aux forces armées, les Saoudiens et les Koweïtiens furent les plus gros acheteurs. L'Union soviétique et les Etats-Unis fournirent à eux deux 70 % des armes importées par les pays de la région de 1975 à 1979⁷, les autres fournisseurs importants étant la Grande-Bretagne, la France, l'ancienne RFA, l'Italie (21 % du total des transferts d'armes). 91 % des armes achetées provenaient donc des pays membres de l'OTAN ou du Pacte de Varsovie.

8 Le tableau ci-dessous résume l'expansion de l'arsenal militaire dans la région du Golfe de 1970-1971 à 1991.

9 Tableau⁷

10 L'expansion des arsenaux dans le golfe Persique 1970-1991

11 1970-71 1975-76 1980-81 1985-86 1990-91 MBT 70 2 805 6 408 5 797 8 285 AFV 380 4 116 5 979 8 892 17 556 Combat A/C 372 765 1 227 1 213 1 467 Hélicoptères 113 410 1 295 650 1 341 Navires de Guerre 11 11 12 18 21

12 On aurait pu croire que l'état de dépendance et que le caractère duopolistique du marché permettaient aux principaux fournisseurs d'armes de réagir avec force et de prendre des mesures appropriées lorsque la guerre éclata. D'ailleurs la plupart des experts prétendent que le contrôle effectué par les vendeurs sur les pièces détachées, sur le remplacement des équipements dépassés ou détruits et sur l'évolution qualitative des armes déployées, constitue très souvent un élément déterminant dans l'issue des conflits qui opposent des pays militairement dépendants⁸. Mais nous verrons que l'influence supposée que peuvent exercer les marchands d'armes sur les pays non autonomes militairement, fut plus apparente que réelle. Ceci apparaît clairement lorsque l'on examine les tentatives de manipulation des livraisons d'armes opérées par les fournisseurs et les modifications des plans d'acquisitions des acheteurs provoquées par la guerre.

Tentatives de modification du cours de la guerre, 1980-1987

13 Lorsque la guerre débuta, l'Iran n'était plus, depuis peu de temps, un client de l'Amérique, en outre la politique occidentale de neutralité impliquait de la part des Etats-Unis et des autres pays occidentaux la suspension des transferts d'armement vers

les deux belligérants. Pourtant, les Etats-Unis reconsidérèrent, dès octobre 1980, leur politique d'approvisionnement de l'Iran en pièces détachées, partant du principe que si le pays subissait une défaite, l'Union soviétique en tirerait une victoire stratégique ; par ailleurs, les Etats-Unis se devaient de rétablir un certain équilibre⁹ puisque les Soviétiques approvisionnaient de leur côté l'Irak. Cependant après l'échec de l'invasion irakienne, la politique américaine consista à inciter l'Iran à modifier ses desseins militaires, de façon à le forcer à participer à des négociations, grâce entre autre à la suppression de l'apport de toute infrastructure militaire.

Pouvoir de marchandage et pouvoir structurel

- 14 La politique américaine fut guidée par deux principes qui sont sensés avoir un certain impact et produire des résultats. Le premier, le plus direct, tend à altérer le rapport coût/avantage associé à des options spécifiques, dans le but d'obtenir une soumission à court terme. Cette pression directe pourra être qualifiée de bargaining power ou pouvoir de marchandage. Elle implique, en définitive, que le transfert d'armement soit utilisé comme l'instrument d'une menace de punition, et comme une promesse de récompense. Le second moyen de pression vise lui, à altérer l'éventail des options militaires et stratégiques proposé aux clients (ou de faire en sorte que cet éventail plus ou moins coûteux modifie leurs options). Les puissances étrangères peuvent ainsi tenter de modifier la "structure" de l'environnement sécuritaire de la région, pour infléchir certaines orientations militaires du calendrier, et peser ainsi sur les buts militaires et politiques. Cette tactique peut être mise en pratique par la livraison, ou la non-livraison, aux pays directement impliqués ou à d'autres pays de la région, de systèmes d'armes susceptibles de faciliter ou d'empêcher certaines stratégies militaires. Ce mécanisme de pression n'implique pas de menaces spécifiques de punition ou de promesse de récompense et pourra être qualifié de pouvoir structurel¹⁰. L'utilisation de ce pouvoir aboutit probablement à de meilleurs résultats car, moins apparent, il est susceptible de rencontrer moins d'opposition de la part des pays visés. Ajoutons toutefois que la trace de ce type de pression est beaucoup plus difficile à retrouver. La meilleure manière d'illustrer le cas posé par la guerre Iran-Irak est l'utilisation d'alternative historique : imaginons d'une part un régime révolutionnaire iranien faible auquel le parti Tudeh (communiste) aurait appartenu. Cela aurait facilité grandement les possibilités d'influence de l'Union soviétique. L'Irak n'aurait alors certainement pas survécu à un retrait brutal du soutien soviétique si ce dernier s'était porté sur l'Iran¹¹. D'autre part, il ne fait aucun doute que si l'attaque irakienne s'était produite à l'époque du Shah d'Iran un flux d'armes occidentales aurait déferlé, et qu'un tel conflit aurait pu être l'enjeu d'une confrontation totale entre l'Est et l'Ouest.
- 15 Peut-on trouver trace de tentatives de l'utilisation de l'une de ces deux formes d'influence par les grandes puissances pendant le conflit Iran-Irak ? Du côté occidental, avant l'opération Staunch de 1984, les tentatives d'un recours au "marchandage" afin de modifier les politiques poursuivies jusque-là, furent peu nombreuses. Ceci est dû en partie au fait qu'aucun état occidental n'était le fournisseur principal de l'un ou l'autre des belligérants. Deux exemples peuvent néanmoins illustrer ce recours au marchandage, quoique situés dans une perspective légèrement différente de la nôtre : l'accord "des armes pour les otages H" passé par les Américains (si tant est que la libération des otages ait pu justifier cet imbroglio), et la libération récente des otages français en mai 1988 (libération qui fut accompagnée d'une rumeur selon laquelle des promesses de vente future d'armes destinées à l'Iran ou du moins d'une réduction de

celles destinées à l'Irak, avaient été faites¹². Quoi qu'il en soit, ces deux exemples illustrent l'étendue limitée de l'influence du pouvoir de marchandage occidental.

Efficacité du pouvoir de marchandage ?

- 16 Les tentatives soviétiques de marchandage furent plus nombreuses. Soucieux de rétablir de bonnes relations avec l'Iran, afin notamment de bénéficier des faveurs du nouveau régime, et de contenir leur client irakien aventureux, les Soviétiques suspendirent leurs livraisons d'armes à l'Irak lorsque la guerre éclata. Cette interruption des livraisons concernait également les armes ayant déjà fait l'objet de contrats et fut accompagnée semble-t-il de pressions sur l'Irak afin que ce dernier cesse le combat. Toutefois, la pause observée dans l'avancée irakienne ne fut pas le résultat d'une pression soviétique ou de menaces de restrictions sur l'approvisionnement en armes du pays : "le comportement militaire de l'Irak suggère que Bagdad était persuadé que la simple pénétration du Khouzistan aurait suffi à lui assurer une victoire rapide et à peu de frais" ¹³. Une telle conviction laisse à penser que la pression soviétique exercée sur l'approvisionnement en armes de l'Irak ne fut pas importante et qu'elle pouvait ainsi être ignorée. Parallèlement, l'Union soviétique proposa à l'Iran de lui vendre des armes en devises fortes, en 1980-1981, mais l'offre fut déclinée, l'Iran préférant à l'époque, sacrifier son efficacité militaire afin de mieux préserver son indépendance politique et militaire¹⁴. Les Soviétiques eurent plus de succès lorsqu'ils décidèrent de suspendre leurs livraisons d'armes à l'Irak pour forcer celui-ci à interrompre ces bombardements, durant la seconde guerre des villes en mars 1985¹⁵. Toutefois, cette mesure n'empêcha pas l'Irak de reprendre ces attaques (grâce à des missiles soviétiques modifiés) en mars 1988. Enfin, l'URSS fit également pression sur l'Irak pour que ce dernier revienne sur sa condamnation sans appel de l'invasion de l'Afghanistan. Les résultats furent une fois de plus, peu fructueux. Il ressort de ces exemples que l'utilité du recours aux transferts d'armements comme instrument d'un pouvoir de marchandage paraît limitée. D'autres exemples peuvent ne pas avoir été portés à la connaissance du public, mais aucune de ces illustrations du pouvoir de "marchandage" ne semble avoir véritablement affecté les tactiques de combat sur le terrain, ou les cibles militaires et politiques des belligérants.

- 17 La perspective évolue dès lors que l'on se place dans le cadre du "pouvoir structurel". Tout en reconnaissant la nature plus spéculative de l'analyse en terme d'alternative historique du genre : Que se serait-il passé si les routes de l'approvisionnement en armes avaient été libres ? On pourrait penser que cette forme d'utilisation des transferts d'armes a eu un impact plus important sur le modelage et la limitation des options tactiques et stratégiques des combattants que les tentatives d'exercer un pouvoir de marchandage.

Efficacité du pouvoir structurel ?

- 18 L'embargo sur les armes à destination de l'Irak(de 1980-82) décrété par l'Union soviétique coïncida avec l'inversion des tendances observées dans le pays ; la décision soviétique a semble-t-il influencé la stratégie de l'Irak, ce dernier passant d'une politique offensive à une politique défensive. La volonté de l'Irak de ne pas utiliser ses forces aériennes au début du conflit (les avions furent mis hors de portée des attaques iraniennes) tend à prouver également que l'anticipation de certaines réductions ait pu affecter les tactiques militaires. Toutefois pour certains observateurs, c'est avant tout l'incompétence des dirigeants militaires irakiens qui expliquerait les choix tactiques poursuivis par ce pays durant la guerre¹⁶. Saddam Hussein ménagea à la fois les

hommes et les équipements, refusant d'accepter les victimes nécessaires à la défaite militaire de l'Iran. S'il avait été intéressé uniquement par les matériels militaires, il aurait, à n'en point douter, porté toute son attention sur les problèmes posés par l'approvisionnement en armes de son pays. Le fait qu'il se soit inquiété des deux aspects suggère donc l'existence d'autres facteurs beaucoup plus déterminants.

- 19 Du côté iranien l'évolution de la tendance au détriment de l'Irak a été rendue possible grâce à l'intervention de forces (les Pasdaran) et par le recours à des tactiques (vagues humaines), peu conventionnelles en définitive, et non par l'utilisation des armements classiques. En fait, ce renversement s'est opéré en dépit de l'insuffisance des approvisionnements, particulièrement sensible dans les forces armées aériennes qui ne disposaient que d'une centaine d'appareils opérationnels pour un mois de combats¹⁷.
- 20 Comme la stratégie des belligérants s'orientait en fonction d'avancées effectuées sur un front relativement statique, la disponibilité des armes devint un facteur plus déterminant dans la conduite de la guerre. Dès l'été 1982, l'Irak fut confronté à de graves difficultés au sol, mais tira avantage de la détérioration des forces aériennes iraniennes pour multiplier ses attaques contre les tankers et les installations pétrolières¹⁸. L'embargo occidental eut certainement quelques effets, certes pas directement sur les orientations iraniennes mais plutôt sur les options militaires du pays (le maintien du contrôle de son espace aérien par exemple). L'aisance irakienne fut aussi probablement liée à la réouverture des vannes de l'armement soviétique.
- 21 Dès 1984, les états occidentaux avaient accordé un soutien tacite à l'Irak, tout au moins juste suffisant pour maintenir la situation dans une impasse. Cela exigeait un arrêt des livraisons d'armes à l'Iran. Les Etats-Unis lancèrent l'opération Staunch dans ce but. Les dirigeants américains affirment à ce propos, avoir effectué quarante démarches auprès de vingt pays. Le montant total des armes à destination de l'Iran passa de 1 milliard de dollars en 1984 (15 fournisseurs) à 200 millions de dollars en 1987¹⁹ (6 fournisseurs : états d'Europe de l'Ouest). L'Iran fut alors obligé de traiter avec des fournisseurs tels que la Corée du Nord, la Chine et d'avoir recours de façon importante aux marchés "noir" et "gris". Même si les restrictions apportées par l'opération Staunch ont pu largement être contournées, elle a limité effectivement les acquisitions d'armes sophistiquées de l'Iran, affectant ainsi ses options militaires tactiques. A l'hiver 86, l'aviation iranienne semblait être réduite à quarante avions complètement opérationnels, et à un total de 80 à 100 appareils capables d'effectuer certains types d'opérations²⁰. Les tactiques iraniennes de combat naval, basées sur l'utilisation de petits bateaux, de plates-formes pétrolières, d'explosifs conventionnels et de mines flottantes illustrent également les conséquences de la suspension de l'approvisionnement en armes sur les tactiques militaires.
- 22 L'Irak, quant à lui, vit s'ouvrir les vannes du commerce avec l'Ouest et l'Union soviétique. Cette dernière lui fournit de grandes quantités de chars (y compris des T 72) et d'avions (et notamment des Mig-29) entre 1983 et 1986. La France, elle, devint le premier vendeur d'armes de l'Irak à l'Ouest. Il est probable que dès 1981 (et de façon certaine dès 1982) la France rompit l'embargo occidental sur les armes en fournissant notamment des Mirages F-1 à l'Irak. Entre 1981 et 1988, elle lui vendit l'équivalent de 6 à 7 milliards de dollars d'armes (Mirages F-1, missiles Exocet et Roland). D'autres alliés des Occidentaux, comme l'Arabie Saoudite et l'égypte apportèrent également leurs soutiens (surtout financier) à l'Irak²¹. Les transferts d'armes ainsi effectués garantirent de façon effective la survie du pays, qui, en août 1986, après six ans de guerre et trois

ans d'accès relativement libre aux armes sophistiquées et l'embargo partiel contre l'Iran était au bord de l'effondrement militaire. "L'incapacité irakienne de convertir ses ressources en matériel en atouts militaires déterminants, afin d'influer sur l'issue de la guerre était frappante"²². Le combat aérien fut l'exemple le plus marquant de cet échec. Après la livraison des Supers étendards français (armés d'Exocets) à la fin de l'année 1983 l'Irak multiplia ses attaques contre les navires iraniens. Ces attaques affaiblirent réellement l'économie iranienne, toutefois, les offensives lancées par l'Iran en octobre 1984 et mars 1985 indiquent que les grandes orientations militaires du pays ne furent nullement altérées. L'acquisition de bombardiers soviétiques, entre 1983 et 1986, permit aux Irakiens une augmentation significative de leurs bombardements, mais là aussi sans grands résultats. L'opération Staunch et l'ouverture à l'Irak de la route de l'armement n'ont pas réussi à handicaper militairement l'Iran, ni même à le pousser à accepter un cessez-le-feu entre 1984 et 1987.

NOTES

1. Cf. la déclaration du Premier ministre canadien Brian Mulroney à la conférence à la presse donnée avec George Bush, le 14 mars 1991.
2. Cf. Newsweek, 6 avril 1991. Voir aussi Globe and Mail, 30 mai 1991, pour ce qui concerne l'initiative américaine la plus récente.
3. Pour une déclaration qui justifie clairement le maintien des transferts d'armements, cf. Cyrus Vance, "Report to Congress on Arms Transfer Policy", 30 juin 1977, résumé par Paul Hammond et al, *The Reluctant Supplier*, Cambridge : Oelgeschlager Gunn and Hain (1983), pp. 32-33. Même si nous n'avons pas de déclarations identiques pour l'Union soviétique, ses tentatives de pression sur ces clients suggèrent que des justifications similaires ont été avancées. Voir aussi Michael Klare, "Soviet Arms Transfers to the Third World", *Bulletin of Atomic Scientists*, (mai 1984), pp. 28-29 ; Mark Kramer, "Soviet Arms Transfers to the Third World", *Problems of Communism*, vol. 36 (september/october 1987), pp. 52-68.
4. Le problème, et l'absence en général d'études sur le sujet, est développée par Robert Harkavy, "Arms Resupply During Conflict : A Framework for Analysis", *Jerusalem Journal of International Relations*, vol. 7, n° 3 (1985), pp. 5-37. Voir aussi Stephanie Neuman, *Military Assistance in Recent Wars*, Washington : Center for International and Strategic Studies, 1986 ; Keith Krause, "Military Statecraft : Power and Influence in Soviet and American Arms Transfer Relationships", *International Studies Quarterly*, 35 :3, september 1991, pp. 313-336 ; Stephanie Neuman, "Aid, Arms and the Superpowers", *Foreign Affairs Pol.* 66 (1988), pp. 1044-1066.
5. Pour un bon résumé des relations militaires dans la région avant 1971, voir Anthony Cordesman, *The Gulf and the Search for Strategic Stability*, Londres : Mansell Pub, 1984, pp. 85-147, 394-425. Voir aussi Bruce Kuniholm, *The Origins of the Cold War in the Middle-East*, Princeton : Princeton University Press, 1980.
6. J.C. Hurewitz, *Soviet-American Rivalry in the Middle East*, New York : Praeger, 1969, p. 29 ; United States Arms Control and Disarmament Agency, *World Military*

Expenditures and Arms Transfers, 1963-73, Washington : ACDA, 1974 p. 70 (cité ci-après comme ACDA, WMEAT). Les données suivent le cours du dollars. Pour des détails sur les relations USA-Arabie Saoudite, voir Anthony Cordesman, op.cit., pp. 122-192.

7. Note : Les données contenues dans Military Balance, sont souvent ambiguës et méritent certaines corrections.. Ces chiffres indiquent simplement une tendance.

J'exprime ici ma gratitude à Ken Boutin pour la compilation de ces données.

8. Cf. Robert Harkavy op. cit., p. 6.

9. New York Times, 19-22 octobre 1990, cité dans "The Altitudes of the Super-powers towards the Gulf", tiré de M.S. El Azhary, The Iran-Iraq War, Londres : Croom Helm, 1984, p. 92. Voir Ephraim Karsh, The Iran-Iraq War : A Military Analysis, Adelphi Paper n° 220, Londres : International Institute for Strategic Studies, 1987. Cette étude concerne les premiers temps de la guerre.

10. Pour une discussion plus approfondie, cf. Keith Krause, op. cit. qui fait intervenir un troisième moyen de pression, le pouvoir hégémonique, non mentionné dans ce texte.

11. La guerre entre la Somalie et l'éthiopie en 1977 fournit un précédent d'un tel renversement d'alliances.

12. Concernant L'Irangate, voir Foreign Policy "Implications of Arms Sales to Iran and the Contra Connection, présentation devant le Committee on Foreign Affairs, House of Representatives, 24 novembre 1986, Sunday Times, 9 novembre 1986. Au sujet du contrat français, voir le Monde, 7 mai 1988. Aucun marché n'a été conclu entre la France et l'Iran, et les livraisons destinées à l'Irak (avant août 1990) furent réduites. En octobre 1980, l'administration Carter parut de même vouloir négocier 240 millions de dollars d'armes déjà commandées, dans la libération des otages de l'ambassade.

13. Stephen Grummon, The Iran-Iraq War : Islam Embattled, New York : Praeger Publishers, 1982, p. 18. Voir aussi Aryeh Yodfat, The Soviet Union and the Arabian Peninsula, New York : St Martins, 1983, p. 129 ; Roderic Pitty, "Soviet Perceptions of Iraq", Middle East Report, mars-avril 1988 p. 25. A. Yodfat traite de la position de l'Union soviétique et de sa perception des premières années de la Révolution iranienne, pp. 123-8. La colère que nourrit de Saddam Hussein à l'égard de l'Union soviétique et de son ingérence, est nettement perceptible dans la dénonciation du communisme faite en 1980, dans laquelle le dirigeant iranien décrit le communisme comme "une vague putride, athéistique, méprisable qui a harcelé l'Irak", voir Adeed et Karen Daiwisha, The Soviet Union in the Middle East, Londres : Heinemann, 1982.

14. Les Soviétiques ont démenti avoir fait cette offre. voir Aryeh Yodfat, op. cit., p. 123 ; Ralph King, The Iran-Iraq War : Political Implications, Adelphi Paper 221, Londres : International Institute for Strategic Studies, 1987, p. 48.

15. Shahram Chubin, "Reflections on the Gulf War", Survival, vol. 28, n° 4, juillet/août 1986, p. 317 ; Ephraim Karsh, op. cit., pp. 31-8 ; Aryeh Yodfat, op. cit., pp. 91-2. Il est possible aussi que la guerre des villes se soit terminée suite à l'application par l'Iran de la loi du Talion.

16. Ephraim Karsh, "The Iran-Iraq war", pp. 15, 19-2, 34-5. L'auteur suggère que les tactiques initiales de l'Irak étaient basées sur une stratégie consciente de "guerre limitée". Voir aussi du même auteur "Military Lessons of the Gulf War", Orbis, vol. 33, n° 2, printemps 1989 p. 210. Il apparaît que l'Union soviétique joua à l'époque sur les deux tableaux, faisant parvenir des armes à l'Irak dès avril 1981, même si ce soutien fut en définitive assez faible et apporté grâce à l'intermédiaire de parties tiers. Ralph King, op. cit., p. 49.

17. Ephraim Karsh, "The Iran-Iraq War, pp. 22-8, 37 indique que l'Iran ne pouvait garder plus de 85 appareils (sur un total de 350 appareils avant la guerre) opérationnels à l'été 1982.
18. Ephraim Karsh, *The Iran-Iraq War*, p. 26 ; David Segal, "The Iran-Iraq War : A Military Analysis", *Foreign Affairs*, vol. 66, n° 5, été 1988, pp. 955-960.
19. *Middle East Economic Digest*, 19 mars 1988 cité ci-après sous les initiales MEED.
20. Anthony Cordesman, *The Iran-Iraq War and Western Security 1984-87*, Londres : Janes Publishing 1987, pp. 114-5. Selon un rapport établi par la Lloyd la dernière attaque aérienne iranienne a eu lieu en août 1986. Voir aussi *Globe and Mail*, 8 juillet 1988.
21. Diane Johnstone, "'Little Satan' Stuck in the Arms Export Trap", *Middle East Report*, septembre-octobre 1987, p. 8. Ces chiffres ne peuvent être comparés à ceux de l'ACDA. Ralph King, p. 43, fait part de contrats de ventes d'armes égyptiennes d'un montant de 1 milliard de dollars pour l'année 1982 et de 2 milliards de dollars pour l'année 1985. L'effort de guerre iranien fut soutenu par des prêts d'un montant total de 35 milliards de dollars, Ralph King, p. 33.
22. Shahram Chubin, op. cit., p. 316 ; Anthony Cordesman, *The Iran-Iraq War* pp.88-121.

RÉSUMÉS

Les récentes propositions pour contrôler les transferts d'armes en direction du golfe Persique sont bâties selon un schéma à partir duquel ces transferts sont considérés comme le principal facteur d'exacerbation des conflits régionaux. Ces propositions manquent toutefois de précision quant à leur rôle dans la gestion et le contrôle de ces conflits. L'étude par l'auteur des manipulations des transferts pendant les huit ans de la guerre Iran-Irak aide à dissiper une partie de la confusion en mettant en lumière deux types d'influence : le pouvoir structurel et le pouvoir de contraindre. Les transferts d'armes n'ont que peu d'influence sur les politiques spécifiques des combattants (pouvoir de contraindre), alors que des tentatives pour changer l'échelle des options militaires et stratégiques (pouvoir structurel) ont eu plus de succès, et pourraient servir de cadre à l'élaboration des politiques de contrôle de la région par les fournisseurs d'armes. A la lumière de cette analyse, l'article esquisse un modèle des politiques multilatérales de transfert d'armes vers le Moyen-Orient.

Recent proposals to control arms transfers to the Persian Gulf were built on the belief that major weapons suppliers exacerbated regional conflicts through their commerce. However, such proposals are unclear on the role that arms transfers should play in the external powers' strategies to control or manage regional conflicts. A detailed case-study of the way in which arms transfers were manipulated during the eight-year Iran-Iraq War helps in clearing away some of this confusion by highlighting two types of influence arms suppliers can gain : bargaining power and structural power. The case-study illustrates that arms transfers provide little influence over the combatant's specific policies (bargaining power), while attempts to alter the range of military and strategic options open to them (structural power) are more successful, and should guide arms suppliers' efforts to frame control policies for the region. The paper, following its own

analysis, offers some suggestions for the designing of multilateral arms transfer policies for the Middle East.

INDEX

Index géographique : Irak, Iran

Mots-clés : armes et armement, conflits internationaux, gestion de conflits, guerre

Index chronologique : 1980 - 1990

AUTEUR

KEITH KRAUSE

Directeur adjoint du Centre d'Etudes Internationales et Stratégiques, Maître de conférences de sciences politiques à l'Université de York à Toronto